

**Intervention de Pierre- Alain Muet à l'Assemblée nationale**  
**Première séance du mardi 5 avril 2011: Questions au gouvernement**  
**Extrait du compte rendu intégral**

**Situation économique de la France**

**M. le président.** La parole est à M. Pierre-Alain Muet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Pierre-Alain Muet. Je voudrais répondre à M. Baroin car je pense que le débat sur la politique économique de notre pays mérite mieux que des caricatures. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Nous savons très bien, monsieur Baroin, quelle sera la situation que nous trouverons en 2012. La dette de la France aura doublé en dix ans. Nous aurons un déficit abyssal, une compétitivité dégradée, et ce depuis 2004 car, avant 2002, il y avait 20 milliards d'excédents. (*Applaudissements sur les bancs de groupe SRC.*) Le chômage aura explosé. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Face à cette situation, nous disons – et nous pouvons en débattre – qu'il faut attaquer les trois problèmes en même temps.

Il faut une politique de l'emploi. C'est ce que nous proposons avec la création de 300 000 emplois d'avenir. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Il faut une politique industrielle qui permette de rétablir notre compétitivité tout au long de la législature. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Il faut une réduction continue du déficit, comme nous l'avons fait lorsque nous étions au pouvoir : nous l'avons ramené de 3,5 % à 1,5 % du PIB. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Richard Mallié. Et la croissance ?

M. Pierre-Alain Muet. Cela nous permettra de changer le rythme de croissance de notre pays. Vous nous dites : « La croissance sera de 2,5 % et nous réduirons les déficits. » Quand avez-vous fait 2,5% de croissance ? Jamais ! Sous Chirac, c'était 2 % – un-demi point de moins que l'Europe. Sous Sarkozy, c'est zéro. Sous Balladur et Juppé, c'était 1,5 %, quand l'Europe faisait plus de 2 %. Le seul gouvernement qui l'ait fait, c'est nous : 3,2 % alors que l'Europe n'était qu'à 2,5 %. Nous n'avons donc pas de leçons à recevoir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

**M. le président.** La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

**M. François Baroin,** *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, ne faites pas comme si vous aviez oublié que, lorsque vous êtes arrivés au pouvoir en 1997, dans les circonstances que l'on sait (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) – oui, vous n'étiez pas prêts, cette

victoire vous a surpris ! –, vous aviez griffonné sur un coin de table de bistrot, où se trouvaient Mme Aubry et M. Strauss-Kahn, les emplois jeunes, les 35 heures... Vous avez cependant bénéficié de la bulle internet qui a tiré la croissance vers le haut ; qu'en avez-vous fait ? Plus de dépenses, plus de déficits ! (*Mêmes mouvements.*) Mêmes motifs, mêmes punitions !

Je ne prévois pas un grand avenir à votre projet, monsieur Muet, parce qu'il repose entièrement sur le passé. Je relève quelques-unes des priorités du parti socialiste : c'est dans les bons auteurs que l'on trouve les meilleures sources !

Vous proposez la création de 300 000 emplois ; vous le portez en bandoulière une fois de plus. Je dirai : une fois de trop ! Nous savons très bien que cela a provoqué la création d'emplois de fonctionnaires. Dites aux Français que vous voulez créer des postes de fonctionnaires, alors que nous en supprimons : à la fin de cette législature, nous revenons au même nombre qu'au début des années 90.

Vous proposez la suppression de la TVA « restauration ». Les restaurateurs apprécieront ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous supprimez le blocage des loyers. Les propriétaires apprécieront ! (*Mêmes mouvements.*) Vous proposez de revenir à la retraite à soixante ans. M. Hamon appréciera ; nos finances publiques certainement pas, une certaine idée de la solidarité nationale non plus !

C'est au sein de *L'Égalité réelle* que je trouve vos éléments de réflexion. Vous proposez notamment le rattrapage des moyens de la justice. Nous le faisons (*Mêmes mouvements*) : c'est un budget en augmentation de 4 %.

Nous lisons également, dans ce document, cette phrase curieuse : « Chaque acte de délinquance doit pouvoir trouver une réponse immédiate. » De là à conforter l'action des pouvoirs publics et de notre ministre de l'intérieur !... (*Mêmes mouvements.*)

Enfin, à mon tour, je vous pose une question.

**Plusieurs députés du groupe SRC.** Non, votre temps de parole est écoulé !

**M. François Baroin, ministre.** Entre les deux tours des cantonales, vous avez agoni la droite de sottises. Vous proposez le retour à la proportionnelle : y renoncez-vous, pour ne pas faire revenir le Front national ici ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. – Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)